



JOURNÉE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE

LE 16 JUIN, RASSEMBLONS-NOUS !

Parce que la santé est l'affaire de toutes et tous, la CGT soutient les mobilisations en cours dans la santé et appelle l'ensemble des citoyennes et des citoyens à prolonger leurs applaudissements en s'engageant dans ces initiatives. Cheminotes, Cheminots, le 16 juin, prenons notre place dans les rassemblements initiés sur le territoire !

Depuis plus d'un an, les personnels de la santé, du médico-social, toutes catégories confondues, sont mobilisés pour exiger plus de moyens pour bien travailler au service de la population et une reconnaissance de leur métier et de leur qualification. Durant des mois, ils et elles ont été souvent raillé·e·s voire ignoré·e·s par les pouvoirs publics et le Gouvernement.

Non, la santé n'est pas un coût, mais un investissement !

C'est dans ces conditions très difficiles que l'ensemble de ces personnels ont dû affronter de façon exemplaire la crise sanitaire du CORONAVIRUS. Ils et elles ont travaillé sans compter pour soigner, sauver des vies parfois au détriment de la leur. Cette période particulière a mis en avant la nécessité d'avoir un système de santé et de protection sociale solidaire. Elle a également révélé à grande échelle tous les maux et toutes les attaques subies ces dernières décennies. Nous avons été très nombreux à les avoir applaudis le soir, à les avoir chaleureusement remerciés, mais ces remerciements ne peuvent se solder par la remise d'une médaille ou de primes à géométrie variable !

Il faut des réponses concrètes aux revendications comme aux moyens dédiés à la santé et à la protection sociale dans notre pays.

▶ C'est pourquoi la CGT porte le projet d'une Sécurité Sociale intégrale financée à 100 % par des cotisations sociales, salariés et employeurs. Il faut renforcer la sécurité sociale en intégrant des nouveaux droits comme la perte d'autonomie des personnes âgées ou celles en situation de handicap, quel que soit l'âge, dans la branche maladie.

Dans la sortie de crise sanitaire qui s'amorce, le Gouvernement et ses alliés voudraient que tout redevienne comme avant, ou pire. Des voix s'élèvent déjà pour augmenter le temps de travail, baisser les rémunérations et imposer des reculs sociaux.



Alors que 450 milliards ont été dépensés pour aider les entreprises, l'annonce de restructurations et de suppressions d'emplois dans les entreprises privées, publiques, comme dans les services publics, sont inadmissibles.

Au contraire, la CGT revendique :

- Une vraie rupture avec les politiques économiques et sociales ;
- L'annulation de la réforme de l'assurance chômage et de celle des retraites ;
- L'augmentation des salaires ;
- La reconnaissance des qualifications ;
- Une réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour partager le travail et ainsi travailler tous et mieux.

Ce sont des leviers essentiels pour la croissance, l'emploi et contre les inégalités.

À la SNCF, les mêmes maux produisent les mêmes effets !

Les cheminot.e.s qui ont su, dans la dernière période, malgré le manque de moyens et des directives fluctuantes et parfois contradictoires, faire face à la situation et maintenir « la boutique » en ordre de marche n'ont pas à être la variable d'ajustement et subir les conséquences d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

C'est pourquoi un plan d'urgence d'embauches doit être lancé et qu'une sixième année consécutive de gel des salaires ne pourrait être comprise.

La crise sanitaire révèle une nouvelle fois à quel point le rail est indispensable pour garantir le droit aux transports pour toutes et tous. Le fret ferroviaire a démontré son utilité dans l'acheminement des matières et produits indispensables à la Nation. Les actes doivent désormais succéder aux paroles. Un plan de relance ambitieux et pérenne du Fret SNCF doit être décrété et financé rapidement.

La réduction des investissements annoncée par la direction SNCF ne peut être la solution pour améliorer les comptes de l'entreprise. Au contraire, ils doivent être augmentés pour permettre au ferroviaire de se développer sur l'ensemble du territoire et ne pas conduire à abandonner les milliers de kilomètres de « petites lignes » qui irriguent le pays. La CGT exige que des engagements soient pris quant à leur maintien et développement.

Les annonces du président Farandou quant aux mesures qu'il compte mettre en œuvre pour « préserver » la situation financière de l'entreprise ont des airs de déjà-vu et vécu : maîtrise de la masse salariale et coup de frein sur les investissements.

Ce sont donc les mêmes règles qui s'appliquent partout ! Rassemblons-nous afin de mener nos combats en commun !

C'est pourquoi la Fédération CGT appelle tous les cheminots à participer activement aux initiatives interprofessionnelles liées à l'avenir de notre système de santé et de nos services publics le 16 juin prochain !